

Laurent Fabius sur RTL le 21 septembre 2005

Bonjour, Laurent Fabius.

Bonjour.

Quelles leçons tirez-vous, pour vous, pour la gauche française, des élections législatives qui se sont déroulées dimanche en Allemagne ?

Oh ! Il y a pas mal de leçons ! Il y a une leçon qu'il faut d'abord tirer - qui est une espèce de clin d'oeil - c'est que, ce ne sont pas les sondages ni les commentateurs qui font les élections : ce sont les électeurs. On nous avait expliqué que Madame Merkel allait triompher, que Monsieur Schröder serait dans les choux. Et puis, on a vu les résultats.

C'est toujours le miel des hommes politiques : les sondages et les commentateurs se trompent. C'est un classique !

C'est vrai, monsieur Apathie.

J'en conviens.

Revenons aux réalités. Il y a une leçon à tirer pour la droite, une leçon pour la gauche. Pour la droite, je pense que lorsque la droite se présente sous son visage le plus cru avec, en particulier, les propositions de hausse de TVA, de hausse de ceci, de hausse de cela et de démantèlement de toute une série de droits sociaux, les électeurs ne suivent pas. C'est ce qu'on a vu, indépendamment de la personnalité de Madame Merkel qui, visiblement, n'a pas entraîné. Pour la gauche, je pense que la leçon principale - en dépit de l'excellente campagne de Monsieur Schröder - c'est que, lorsqu'il y a un décrochage d'une partie de l'électorat populaire, à cause de la nature des mesures qui sont prises, et bien, ce décrochage se retrouve à l'arrivée et la gauche n'arrive pas à gagner les élections. C'est la leçon principale.

Ça, ça vaut pour, aujourd'hui, d'après vous, le parti socialiste en France ?

Ça vaut pour - enfin, pas pour tous les partis parce qu'il y a aussi des différences selon les systèmes électoraux - mais ça a valu en Allemagne d'une manière très claire, et ça vaut aussi en France. On l'a vu d'ailleurs dans l'élection présidentielle de 2002, et on l'a vu à l'occasion d'autres élections. Lorsque nous perdons une partie de l'électorat populaire - et même des couches moyennes - au moment des élections, nous n'avons pas le poids suffisant.

C'est-à-dire que réformer le système de santé, réformer le code du travail ?

Il faut faire.

Il faut faire ?

Non, il y a des réformes.

Si c'est perdre le contact avec ce que vous appelez "les classes populaires" !

La notion de réforme, elle est nécessaire. Quand on voit, par exemple, la situation française avec l'immensité des déficits de toutes sortes : les problèmes de retraites qui ne sont pas réglés, les problèmes de santé qui ne sont pas réglés, les problèmes d'emplois qui ne sont pas réglés, les problèmes de logements qui ne sont pas réglés. Il faut faire bouger tout ça.

Et il n'y a pas beaucoup de cadeaux à faire !

Et c'est vrai. Mais la question est de savoir comment, c'est-à-dire le contenu des réformes. Ça me frappe, d'ailleurs, dans ce que fait la droite depuis maintenant 3 ans. On discute, jour après jour, sur telle ou telle mesure, mais ce qui me frappe, c'est le côté systématique de la mise en cause - certains diraient : la mise en pièces - de toute une série de base de notre système. Année après année. La première année, c'était la mise en cause des retraites par répartition. La deuxième année, la mise en cause de la sécurité sociale. Cette année, la mise en cause du code du travail. Les déclarations de Monsieur de Villepin mettent en cause l'impôt progressif sur le revenu. Donc, il y a un démantèlement qui, peu à peu, s'opère et qui est quasiment systématique. Et nous, il faudra qu'on revienne sur beaucoup de ces mesures mais, en même temps, qu'on le fasse dans une dimension de justice et d'efficacité.

En Allemagne, un parti de gauche, mené par Oskar Lafontaine notamment, a fait 8% des voix. Et, quand on le voit en Allemagne, on se dit : "tiens, peut-être que c'est le miroir de la gauche radicale française". Est-ce que vous avez une inquiétude, Laurent Fabius, sur la montée de la gauche radicale en France ?

Si le Parti Socialiste - ou son équivalent - ne remplit pas l'espace populaire par ses décisions, si donc il se coupe d'une partie de sa base, et bien, cette base - ou une partie de sa base - se retrouve ailleurs.

C'est un risque en France ?

Ça peut exister si le Parti Socialiste, qui est le principal parti, ne remplissait pas son rôle auprès des couches populaires. C'est la raison pour laquelle j'ai toujours soutenu que la ligne qu'il fallait choisir, c'est la ligne du rassemblement à gauche parce que ça permet, effectivement, de rassembler un nombre d'électeurs suffisant. Mais le rassemblement à gauche n'est possible que sur une ligne authentiquement de gauche, sinon vous risquez d'avoir le phénomène qu'on a vu en Allemagne.

Beaucoup de personnalités incarnent cette gauche radicale en France. Olivier Besancenot est l'une d'entre elles. Populaire, il est jeune, il peut remporter beaucoup de suffrages. Comment voyez-vous le phénomène Besancenot ? Pensez-vous qu'il est possible, pour vous, de dialoguer avec lui ?

C'est la question de l'extrême-gauche que vous posez. Moi, j'ai une approche assez simple.

Je l'avais un peu personnalisée !

D'accord. D'abord, moi, je suis socialiste. C'est au Parti Socialiste à définir sa propre ligne : il ne va pas aller chercher sa ligne chez d'autres. Ça, c'est clair. Premier Point. Deuxième point, en ce qui concerne la préparation du gouvernement, de l'exercice gouvernemental, on ne peut discuter qu'avec ceux qui souhaitent - ou qui ont une vocation à participer au gouvernement. Ce n'est pas le cas de la totalité, de la totalité - de la quasi-totalité - des partis d'extrême gauche. Troisièmement, ce n'est pas une raison pour les injurier. On peut, à l'occasion, dialoguer, écouter ce qu'ils se disent. Mais il faut que ce soit nous-mêmes, socialistes, qui définissons notre ligne et il n'y a pas lieu d'avoir de discussions de gouvernement avec des partis qui ne soient gouvernés.

Vous pouvez parler avec José Bové, mais vous ne pouvez pas parler avec Olivier Besancenot !

Mais on peut tout à fait parler avec Monsieur Besancenot !

Mais vous ne l'avez pas fait !

Je le ferai à l'occasion.

Vous le ferez à l'occasion ?

Mais il ne s'agit pas de préparer une échéance gouvernementale.

Vous avez déposé votre motion pour le congrès du Parti Socialiste. C'était hier. C'est un peu de l'hébreu : une motion, c'est un texte d'orientation politique. Dans ce texte, vous dites, "à la fin de la prochaine législature, il faudra augmenter le SMIC et parvenir à 1.500 euros". On se dit qu'avec ça, vous allez des voix, Laurent Fabius ?

J'aborde ça dans un instant - J'ai voulu, avec tous les amis qui déposent cette motion, comme nous disons chez nous, qui s'appelle "rassembler à gauche", me fixer sur des objectifs concrets. Ça revient à ce qu'on disait tout à l'heure. Les gens n'ont pas besoin de grande théorie. Ce qu'ils souhaitent, c'est qu'on leur propose des solutions concrètes, responsables, sur le pouvoir d'achat et l'emploi, sur le logement, sur tout ce qui concerne le savoir et sur les protections. Et c'est autour de ça - et pas de théories fumeuses - qu'il faut articuler les propositions. Alors, parmi les problèmes qui se posent en France, il y a évidemment un problème de manque de pouvoir d'achat. Et comment on peut jouer sur le pouvoir d'achat ? On a un instrument, en France, qui s'appelle le SMIC. Vous savez qu'aujourd'hui, le SMIC, pour 35 heures, est légèrement au-dessus de 1.200 euros. Il sera, au moment de l'élection, à 1.275 euros. La proposition que nous faisons, c'est qu'avant la fin de la législature - donc sur 5 ans - on atteigne, en fonction des réalités économiques - soit entre 1.400 et 1.500 euros. C'est-à-dire une augmentation, chaque année, de l'ordre de 2% ou 3%. C'est à la fois, évidemment, une garantie d'augmentation de pouvoir d'achat - et donc de consommation et donc pour la croissance économique - et, en même temps, c'est une décision responsable qui est tout à fait finançable.

On va dire : "Laurent Fabius rase gratis", non ?

Non, écoutez, je viens de vous expliquer le contraire !

Vous venez de m'expliquer le contraire, mais vous savez ce qu'est la polémique ?

Oui. Mais je distingue la politique et la polémique.

Alors, l'image médiatique est ce qu'elle est. Elle est quelquefois cruelle, injuste, elle peut même, quelquefois, vous paraître désagréable. Après les carottes râpées, on va beaucoup vous parler de l'oeuf. Ça vous embête, Laurent Fabius ?

Écoutez, je prends les choses telles qu'elles sont. Si vous faites allusion à la délicate opération de repousse des cheveux que quelqu'un a faite à l'entrée de l'Humanité, c'est un fait. Mais, comme vous êtes un journaliste averti, vous avez vu qu'ensuite un débat avec un millier de personnes a eu lieu - des communistes - parce qu'il faut parler avec les uns et les autres quand on veut rassembler à gauche. Ce débat s'est bien passé et je continue à vouloir rassembler parce que c'est la seule manière de contrer la politique de droite et de changer la politique en France.

Laurent Fabius, en pleine opération de repousse cheveux, était l'invité de RTL, ce matin. Bonne journée.